L’ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE DE 2008: PROCESSUS, ENJEUX ET PERSPECTIVES

[**Issue Number 62 - October 2007**](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/62-d)

**L’élection présidentielle américaine de 2008: Processus, Enjeux et Perspectives**   
Préparé par: Anouchka Boustani

*“A democracy,- that is a government of all the people, by all the people, for all the people; of course, a government of the principles of eternal justice, the unchanging law of God; for shortness' sake I will call it the idea of Freedom.”*

[Theodore Parker](http://quotes.zaadz.com/Theodore_Parker) (1810 - 1860)

Source: *The American Idea: Speech at N. E. Anti-Slavery Convention, Boston, May 29, 1850.*

*“Man's capacity for justice makes democracy possible; but man's inclination to injustice makes democracy necessary.”*

[Reinhold Niebuhr](http://quotes.zaadz.com/Reinhold_Niebuhr) (1892 - 1971)

Source: *The Children of Light and the Children of Darkness, 1944*

*“There are two things that a democratic people will always find very difficult, to begin a war and to end it.”*

[Alexis de Tocqueville](http://quotes.zaadz.com/alexis_de_tocqueville_1) (1805-1859)

Source: *Democracy in America*

Les américains désigneront le mardi 4 novembre 2008, le nouveau locataire de la Maison-Blanche pour les quatre années à venir. Cette élection marquera la fin d’un double mandat qu’aura brigué le républicain Georges W. Bush. La campagne s’annonce d’ores et déjà rude, alors même que les primaires ne débuteront que dans plusieurs mois. Qui succèdera donc à Georges W. Bush ?

Pour les américains, démocratie est synonyme d’élection. Il est donc plus facile de comprendre l’ampleur que prennent les campagnes présidentielles. Le processus d’élection du président des Etats-Unis d’Amérique est à cet égard unique en son genre. Il ne faut pas s’étonner que l’année précédant une échéance présidentielle américaine soit observée avec attention par les médias à travers le monde. Non seulement leur système électoral n’a pas d’égal dans d’autres nations, mais en plus il s’agit des élections du président de la première puissance économique, militaire, diplomatique et politique mondiale.

Depuis le 8 novembre 2006, au lendemain des législatives de mi-mandat, [les Etats-Unis](http://www.diploweb.com/p801p.htm) sont donc en campagne pour le scrutin prévu deux ans plus tard. Pourquoi se lancer si tôt ? La manoeuvre a un double objectif : accumuler les ralliements locaux, décisifs dans le parcours d'obstacles des primaires, et commencer à lever des fonds, nerf de la guerre de la politique américaine. C’est ainsi que, parallèlement à la nécessité d’assurer la victoire de leur camp, certains leaders politiques, tant républicains que démocrates, préparent le terrain pour ce qui sera leur futur projet pour l’Amérique, projet qu’ils auront l’occasion de proposer dans le cadre des campagnes pour les primaires dès le premier semestre 2008. De plus, comme il n’existe que deux partis réellement importants, une personnalité n’a de chance d’être élue que si elle est présentée par l’un de ces partis. Aussi la compétition pour la Maison-Blanche commence-t-elle bien avant l’ouverture de la campagne officielle. Avant d’opposer les deux candidats, elle doit faire s’affronter à l’intérieur de chaque parti les personnalités qui aspirent à être investies comme candidats lors de la convention nationale du parti.

Il est intéressant de noter que pour la première fois depuis 1928, la Maison-Blanche ne présentera ni président, ni vice-président en 2008. Dick Cheney, affecté par des problèmes de santé et une basse popularité, s'est a priori exclu du jeu. Georges W. Bush a épuisé ses deux mandats. Or, il faut remonter à 1952 pour trouver un vice-président écarté par son parti. Chez les démocrates non plus, il n'y a pas de leader incontesté. Cela génère d'innombrables ambitions, de part et d'autre.

Pour mieux apprécier l’enjeu qu’incarne cette élection, il est nécessaire d’en éclairer les rouages ainsi que les thèmes incontournables, de se pencher sur le profil des candidats bénéficiant d’une large popularité, ainsi que de cerner les pouvoirs du président notamment en politique étrangère afin d’évaluer la marge de manœuvre dont il dispose pour ce qui est de concrétiser la politique qu’il préconise. A la lumière de toutes ces informations, les lignes suivantes vous proposent un voyage vers le futur afin de mieux percevoir la vision des Etats-Unis dépendamment de l’issue de ces prochaines élections et les différentes couleurs que pourraient porter leur politique.

**1 – La machine électorale américaine**

Les Etats-Unis connaissent du point de vue constitutionnel le régime présidentiel, un régime qui accorde aux pouvoirs législatif (le Congrès) et le exécutif (la Présidence) des compétences séparées en principe indépendantes. La Déclaration d’indépendance des Etats-Unis du 4 juillet 1776 exprime dès l’origine le credo libéral américain. Les élections présidentielles ont lieu chaque quatre ans. Cela permet d’éviter que le Président n’acquière, grâce à une longue stabilité, une autorité trop forte en face du Congrès. Le système électoral, majoritaire à un tour, a contribué à la persistance du bipartisme. Le système constitutionnel américain connaît depuis plus d'un siècle l'alternance politique des deux grands partis : le parti républicain et le parti démocrate.

*Commet ce bipartisme s’exprime-t-il et dans quelle mesure influence-t-il la vie politique américaine en son essence même, et plus particulièrement les élections ?*

**1.1. Le bipartisme historique**

A l’origine de ces partis, deux tendances politiques s'opposent fermement à la naissance de la fédération : la tendance fédéraliste et la tendance anti-fédéraliste. Les fédéralistes (James Madison, Alexander Hamilton) encouragent un gouvernement fédéral fort alors que les anti-fédéralistes (Thomas Jefferson, Dewitt Clinton) défendent la souveraineté des Etats fédérés. En 1792 l'anti-fédéraliste Thomas Jefferson fonde le parti républicain-démocrate qui deviendra le parti démocrate. L'actuel parti républicain est fondé en 1854. Les Etats-Unis d'Amérique sont aujourd’hui une Fédération établie de cinquante Etats.

Bien que les partis américains ne soient pas des partis idéologiques au sens où on l'entend parfois en Europe, des différences idéologiques existent bien entre le parti démocrate qui est traditionnellement le parti des minorités sociologiques, catholique, [juive](http://www.denistouret.net/constit/joe.html), noire (sauf dans le Sud), hispanique, des syndicats et des lower middle classes et du libéralisme en matière de mœurs, et le parti républicain qui se veut être celui des whasps (whites, anglo-saxons, protestants), des entrepreneurs et de la upper class. Même si, pour des raisons électorales évidentes, les deux partis essaient de séduire la masse des classes moyennes, il y a autant de différences idéologiques entre l'aile gauche (liberals) du parti démocrates et l'aile droite du parti républicain (ultra-conservatives) qu'entre le Parti socialiste (social-démocrate) et le Front national en France.

Le parti républicain qui est en principe le parti de l'ordre et de l’initiative individuelle, entend que les Etats-unis assument pleinement leur rôle de première puissance mondiale, y compris par les armes, mais le parti démocrate peut également utiliser la force physique même si les pressions économiques (embargo) lui conviennent aussi parfaitement bien.

De ce qui précède, il y a lieu de s’interroger sur les  tiers partis, perturbateurs ou figurants ? Il existe aux Etats-Unis d’Amérique plus d’une centaine de partis recensés. La majorité d’entre eux ont un nombre très limité d’électeurs et plus encore d’adhérents, et sont fréquemment divisés par des querelles internes. Ils sont loin d’avoir tous une implantation nationale et d’être représentés dans les cinquante Etats. C’est la commission des élections fédérales qui, en fonction de leurs résultats électoraux, décide d’octroyer le statut de « parti national » aux organisations politiques qui en font la demande. Ce qui a été fait, par exemple, en 2001, pour le parti des « Verts » de Ralph Nader qui a obtenu 4% des voix aux élections de novembre 2000.

*Les partis politiques américains sont la base de la course électorale, quels en sont leurs moyens et comment se déroule véritablement une élection présidentielle américaine ?*

**La course à la présidence**

**Les moyens de la campagne**

L’argent est la condition sine qua non d’une campagne présidentielle réussie. La politique aux Etats-Unis est d’ailleurs très largement une affaire de marketing, faisant appel à des professionnels de la communication, et la publicité politique payante constitue une composante essentielle du coût des campagnes. Cet investissement du système politique par l’argent a été par ailleurs facilité par la jurisprudence de la cour suprême. Aux Etats-Unis -et c’est un trait culturel dominant-, l’argent est considéré comme un moyen de la liberté. Les abus constatés dans les deux camps, notamment à l’occasion de la campagne présidentielle de 1996, avaient conduit à un dépôt de plusieurs propositions de loi réformant et renforçant la réglementation des financements politiques.

Il y a lieu ici de faire la distinction entre le « hard money » et le « soft money » : la première comprend toutes les ressources qui entrent dans le cadre de la loi fédérale, et qui sont donc soumises à un plafonnement et à un contrôle, la seconde désigne toutes les contributions qui ne sont pas directement destinées aux candidats eux-mêmes ou aux comités qu’ils ont formés.

Le financement des campagnes électorales est soigneusement réglementé par le Fédéral Campaign Act de 1971. Le candidat victorieux est-il tenu de « récompenser » ses principaux commanditaires ? Tel fut certainement le raisonnement qui inspira les réformes qui ont suivi la période post-Watergate, au milieu des années 1970, par lesquelles on s’est efforcé d’éliminer l’influence de l’argent dans les élections présidentielles. Un fonds fédéral de financement des élections a en effet été créé. L’argent n’achetait pas le succès électoral. Les candidats et le parti qui disposaient des plus gros moyens matériels ne l’emportaient pas toujours. Sinon les républicains auraient gagné toutes les élections de ces soixante dernières années ; or, les démocrates ont triomphé dix fois sur dix-huit, de 1932 à 2000. Il ne semble pas non plus y avoir de corrélation entre le montant des dépenses et l’ampleur de la victoire aux élections nationales. En 1968, par exemple, les républicains, qui avaient dépensé deux fois plus que les démocrates, n’ont obtenu que 500 000 voix d’avance sur les 72 millions des suffrages exprimés.

Les médias y jouent également un rôle essentiel. A commencer par les médias les plus basiques comme la radio et les journaux, jusqu'aux médias plus avancés comme l’Internet et en passant par la télévision ; laquelle retransmet les débats présidentiels durant lesquels sont confrontés les candidats durant la campagne. L’importance des médias prend plus d’ampleur d’élections en élections puisqu’il s’agit d’un outil qui évolue, les candidats devant évoluer en parallèle. Cette influence a été récemment prouvée lors des débats sur Internet de la campagne de 2008. Tous les candidats démocrates se sont prêtés au jeu sur le site « YouTube.com » en juillet dernier, alors que les républicains ont essuyé bien des critiques en émettant des réticences quant à ce genre de débat interactif. Ils devront pourtant y participer en septembre prochain afin de ne pas ternir leur image. D’ailleurs, savoir exploiter les différents outils médiatiques est une arme implacable dans une bataille électorale puisque les candidats atteignent des types d’électeurs différents, en l’occurrence manipuler Internet équivaut *à*gagner l’électorat jeune.

Sur un autre plan, mesurer l’évolution de l’attitude de l’électorat américain face aux prises de positions des gouvernants est un avantage considérable exploité par les candidats *à*travers les sondages d’opinions. Ceux-ci constitent une référence incontournable puisqu’ils reflètent quotidiennement les préférences fluctuantes de l’électorat à l’égard des candidats.

Le fait d’occuper déjà la Maison-Blanche est également un atout incontestable que, l’année d’une élection présidentielle, l’un des deux partis possède nécessairement en exclusivité. Si le président sortant désire se présenter, il sera généralement désigné sans grandes difficultés. Quand un président en exercice cherche à se faire réélire, il bénéficie de nombreux avantages de par sa fonction. Il est, pour commencer, plus connu qu’aucun de ses adversaires ne peut espérer l’être. Chacun de ses gestes est abondamment rapporté par les médias. S’il lui faut affronter une crise internationale, comme il y en a tant, il peut y gagner du crédit s’il réussit. Mais la réélection d’un président sortant n’est pas toujours garantie (Hoover, Carter, Bush père). La réélection de Georges W. Bush en 2004 est principalement due au fait que les américains ont vu en lui l’homme qui incarne la lutte contre le terrorisme, et qui, par souci de continuité, était le seul candidat à même de poursuivre l’action qu’il avait déjà entamée.

**L’élection proprement dite ?**

L’élection présidentielle est un long processus qui commence par une sélection des candidats au sein des partis et s’achève par un vote au suffrage universel à deux degrés.

La désignation des candidats est le fait des partis politiques qui sont de véritables machines électorales. Elle se déroule selon des modalités différentes. Chacun des partis désigne, dans chaque Etat, ses délégués à la convention nationale du parti et les candidats en faveur duquel ces délégués voteront lors des élections primaires ou lors des caucus.

*Les caucus* sont des réunions de militants du parti qui choisissent les délégués. Ces assemblées -où l’influence des notables locaux du parti est prépondérante- désignent (à main levée) les délégués du parti. Elles sont composées d’électeurs enregistrés sur les listes électorales qui ont indiqué alors leur préférence partisane. Ces délégués élisent à leur tour des délégués à la convention nationale. Ce système est pratiqué dans environ vingt Etats quoi que ce chiffre varie à chaque élection et au sein de chaque parti en fonction des intérêts du moment.

*Les élections primaires* permettent aux électeurs d’un parti de choisir le candidat à la présidence. Les primaires peuvent être fermées, c’est-à-dire réservées aux citoyens favorables au parti, ou ouvertes, c’est-à-dire que tout électeur qui le souhaite peut y participer. Ces élections sont marquées globalement par une faible participation des électeurs. Elles sont organisées dans une trentaine d’Etats, entre février et juin de l’année de l’élection présidentielle.

Actuellement, un homme politique n’a guère de chances d’être désigné comme candidat s’il ne se présente pas aux élections primaires. Celles-ci n’ont pas seulement comme fonction de permettre le choix du candidat par les électeurs, elles permettent à l’ensemble des candidats de tester leur popularité et de savoir s’ils ont ou non intérêt à rester en course jusqu’à la convention.

*La convention nationale* dans une présidentielle est à la fois le dernier acte d’une campagne interne au parti et le coup d’envoi de la véritable bataille pour l’élection. Elle se déroule pendant l’été précédent l’élection (juillet ou août). Depuis plus d’un siècle et demi, les conventions font partie de la scène politique américaine. La grande majorité des délégués, aujourd’hui, qu’ils aient été choisis à la suite d’élections primaires ou par des conventions locales ou des caucus, arrivent avec un mandat impératif et la convention se contente de ratifier le choix des militants. La convention nationale des deux grands partis est l’occasion d’une multitude de manifestations et de réunions. C’est l’occasion de festivités, de négociations et aussi de lever des fonds. La raison d’être de la convention reste cependant la désignation officielle et, surtout, le lancement du candidat.

L’élection proprement dite du président ne procède ni du parlement ni du peuple. Il est élu par un collège de grands électeurs dont le nombre, pour chaque Etat, est fixé en fonction du nombre des sénateurs et des représentants dans l’Etat (nombre représenté au Congrès). Chaque Etat dispose d’autant de grands électeurs qu’il a d’élus au Congrès, de 3 pour l’Alaska (deux sénateurs et un représentant) à 45 pour la Californie (2 sénateurs et 43 représentants). Ainsi tout Etat, si petit soit-il, dispose d’au moins trois voix. Le collège des grands électeurs n’existe qu’à l’occasion de la mission qu’il est appelé à remplir, et uniquement pour celle-ci. Il se réunit le premier lundi suivant le deuxième mercredi de décembre, en principe dans la capitale de chaque Etat, où ils élisent le Président. Dans chaque Etat, la totalité des sièges de grands électeurs va au parti qui obtient la majorité. Le système avantage les petits Etats qui sont surreprésentés puisque chaque Etat dispose de deux sénateurs quelle que soit sa taille. Juridiquement, leur mandat n’est pas impératif, mais il est très rare qu’ils ne votent pas en faveur du candidat sur le nom duquel ils ont été élus, si bien que l’on connaît déjà le résultat au lendemain de l’élection des électeurs présidentiels (début novembre).

Les listes des votes des grands électeurs, certifiées et scellées, sont transmises au président du Sénat, qui les ouvre lors d’une session exceptionnelle, le 6 janvier en présence des représentants et des sénateurs, pour quantifier les votes.

Le président ainsi que le vice-président doivent obtenir la majorité absolue, non pas des suffrages exprimés, mais des électeurs présidentiels. Au cas où aucun candidat n’obtiendrait cette majorité, la chambre des représentants choisit elle-même le président parmi les trois candidats arrivés en tête. Chaque Etat dispose alors d’une voix. Le 20 janvier, le président prend ses fonctions et présente son discours d’investiture au peuple américain et prête serment sur la Bible.

*Quelles sont les prérogatives du président qui font de lui un homme d’Etat fort sur la scène internationale ?*

**Les pouvoirs du président dans les domaines militaire et diplomatique**

Les pouvoirs présidentiels sont considérables, même si le président doit partager certains de ses pouvoirs avec le Congrès et obtenir de celui-ci le vote de son budget. A la fois chef d'Etat et chef de gouvernement, et donc chef de l'Administration fédérale, commandant en chef des forces armées, chef de la diplomatie, le président des Etats-Unis décide de la politique à suivre, après avoir recueilli l'avis de ses « ministres » que sont les secrétaires d'Etat, qu'il nomme (avec l'accord du Sénat) et révoque librement.

Pourtant, il est nécessaire de souligner qu’en début de mandat, les présidents ont, sauf exception, voire pas, d’expérience en matière de politique étrangère. Le président se reposant sur la bureaucratie, il doit mettre en œuvre un système consultatif efficace. Au sein de cette structure qu’est le Conseil de sécurité nationale, le département d’Etat est la plus ancienne institution engagée dans la formulation de politique étrangère, et cela depuis 1789. C’est cet organe qui gère les questions internationales en temps de crises.

Le président décide de l'engagement des forces armées et de l'utilisation des moyens (bombardement atomique au Japon en 1945, guerre de Corée en 1950 à la suite d'un vote du Conseil de Sécurité de l'ONU, intervention à Cuba en 1961, intervention au Vietnam avec bombardement massif à partir de 1965, occupation de la Grenade en 1983, intervention à Panama en 1989, dans le golfe arabo-persique en 1990.)

Toutefois, le *War Powers Act* du 24 octobre 1973 impose au président de rendre compte dans les 48 heures au Congrès de tout engagement militaire de longue durée et dispose, qu'à moins d'une attaque contre les Etats-Unis, les troupes devront être retirées dans les 60 jours (avec prolongation possible de 30 jours) si la guerre n'est pas déclarée ou l'utilisation des forces armées autorisée. Cependant l'intervention du Congrès n'est nécessaire que si les hostilités sont imminentes et non pour tenir les troupes prêtes au combat, y compris en dehors du territoire américain. Les opérations ponctuelles (Grenade 1983, Tripoli 1986) ne nécessitent donc pas l'intervention du Congrès. Par contre le Congrès intervient pour les opérations importantes : ainsi le Congrès, par une résolution du 13 janvier 1991 (52 voix contre 47 au Sénat, 250 voix contre 183 à la Chambre) a autorisé le président à utiliser les forces armées des Etats-unis, conformément à la résolution 678 du Conseil de Sécurité des Nations Unies contre l'Irak dans la guerre du Golfe.

Mais la déclaration formelle de guerre (cinq fois seulement : contre le Royaume-Uni en 1812, contre le Mexique en 1846, contre l'Espagne en 1898, pour la Première Guerre Mondiale en 1917 et la Deuxième Guerre Mondiale en 1941) ou l'autorisation d'utiliser durablement les forces armées (Golf, 1991) relève de la compétence du Congrès.

En matière diplomatique, les pouvoirs sont constitutionnellement partagés entre le président et le Sénat. Le chef de l’Etat accrédite les ambassadeurs américains et reçoit l'accréditation des ambassadeurs étrangers, il négocie et ratifie les traités. Mais étant l'unique représentant des Etats-Unis dans ses rapports avec les nations étrangères, c'est lui qui reconnaît ou non les gouvernements étrangers et qui étant le chef de la diplomatie contrôle celle-ci par l'intermédiaire du Secrétaire d'Etat chargé du State Department (ministère des affaires étrangères).

*L’élection présidentielle américaine serait-elle ce qu’elle est sans le célèbre « ticket » président/vice-président ?*

**Le vice-président : figure discrète mais importante**

Le vice-président fait équipe avec le président lors de la campagne présidentielle. Il doit « équilibrer le ticket » pour que l’équipe ainsi constituée puisse rassembler le maximum de suffrages. Il est choisi par le candidat à la présidence de telle sorte que par sa personnalité, son origine géographique et ses opinions, il soit complémentaire et puisse attirer des voix qui ne se porteraient pas spontanément sur le candidat à la présidence. Il est généralement choisi non pour ses affinités avec le candidat à la présidence mais, au contraire, parce que son image personnelle et politique est différente et de nature à attirer les suffrages d’une partie de l’électorat : on proposera aussi la vice-présidence à un rival dangereux pour tenter de le faire renoncer ou au contraire elle servira à le remercier de s’être retiré de la course. Sans être exclusivement honorifique, le rôle du vice-président restait limité. Depuis 1945, les Présidents se sont peu à peu efforcés de faire participer les vice-présidents à de multiples activités gouvernementales, tournées de conciliation à l’étranger, tentatives sporadiques pour faire voter certaines lois par le Congrès et, tout particulièrement, missions de prospection politique dans le pays, discours et déplacements effectués pour promouvoir la politique présidentielle. Tels sont les devoirs d’un vice-président moderne. En échange d’une mise au courant permanente de tous les problèmes du gouvernement, avec possibilité d’accès au bureau présidentiel.

En cas de vacance de la présidence, le vice-président élu en même temps que le président vient remplir cette fonction jusqu’au terme normal du mandat. Il achève le mandat du président en cas de décès, démission ou de destitution. Il nomme un nouveau vice-président qui entre en fonction dès sa confirmation par un vote majoritaire des deux Chambres.

*Qui sont donc les vedettes de ce prochain scrutin présidentiel ayant déjà débuté avec force leur campagne pour bénéficier des pouvoirs que leur accordera leur éventuelle élection et gouverner leur nation?*

**2 – Les principaux candidats pour la campagne de 2008**

Lorsqu’il s’agit de l’élection présidentielle, la personnalité des candidats importe beaucoup. Plus que dans toute autre campagne, que les électeurs aient ou non de la sympathie pour les candidats choisis par les partis joue un rôle majeur dans le choix du président. Pour être éligible, il faut être né citoyen américain, avoir trente-cinq ans et avoir été résident aux Etats-Unis pendant quatorze ans. Sur le plan politique, les candidats des grands partis sont généralement anglo-saxons et, à l’exception de Kennedy, protestants. Ils ont exercé des fonctions politiques importantes, notamment celles de gouverneur d’un Etat fédéré.

Pour ce qui est de la campagne présidentielle de 2008, on retient surtout six candidats au sein des deux camps. À gauche, Hillary Clinton, Barack Obama, et John Edwards. À droite, John McCain, Rudolph Giuliani et Mitt Romney.

*Comment vont-ils faire évoluer l'Amérique et la politique internationale?*

**Les candidats démocrates**

[Hillary Clinton](http://www.web-libre.org/dossiers/hillary-clinton,385.html) reste actuellement la favorite pour les primaires démocrates. Sa candidature est préparée depuis des années, celle d'Obama repose davantage sur un engouement médiatique et populaire. La perspective d'envoyer à la Maison-Blanche la première femme ou le premier Noir de l'histoire s'ajoute au charisme et à la popularité des deux stars du parti de l’Ane. John Edwards quant à lui a retrouvé son discours populiste de 2004, en y ajoutant des accents antiguerre qui peuvent mettre Hillary Clinton sur la défensive. Il serait intéressant de dresser le profil de chacun des candidats.

Hillary Clinton bénéficie d’un atout majeur qu’est sa célébrité et son expérience, ayant été la Première Dame à deux reprises. Elle a entamé sa carrière politique de façon indépendante en 2000 en se portant candidate pour le siège de Sénateur de New York et en en remportant un second mandat avec 66% des voix. Elle apparaît d’un point de vue organisation, presque comme imbattable dans les primaires démocrates. Elle serait la mieux dotée financièrement, ce qui lui permettrait de constituer des équipes de campagne de haut niveau dans chacun des quatre états où les élections débuteront, un luxe que ses opposants ne pourront se permettre. D’un point de vue politique, sa vision et ses choix ne sont pas tout à fait clairs et stables. En effet, les déclarations sur la guerre en Irak sont en déphasage avec la base démocrate contrairement à son rival Obama qui a été opposé à la guerre depuis le début. Néanmoins personne n’est mieux placé en ce moment pour remporter la nomination, les sondages le prouvant.

Barack Obama s’est fait connaître d'un grand nombre de citoyens américains, en prononçant un discours très remarqué lors de la Convention démocrate de juillet 2004 (lors la désignation du candidat John Kerry), discours dans lequel il s'appuie sur sa biographie et ses origines pour étayer l'idée de la générosité du rêve américain. Le 2 novembre de cette même année, Barack Obama est élu au Sénat des Etats-Unis. Cinquième sénateur noir de l'histoire du Sénat, qu'il fréquente avec assiduité, il est aujourd'hui le seul afro-américain à y siéger. Il aura grand besoin, dans un avenir proche, de la forte popularité qu'il a su acquérir au fil de son parcours politique afin de représenter le parti démocrate aux élections présidentielles de 2008.

John Edwards, l'ancien sénateur de Caroline du Nord, s’est soigneusement repositionné comme voix forte contre la guerre en Irak. Il a courtisé assidûment les syndicats, et montré qu’il avait gagné une bonne opinion chez les électeurs, particulièrement dans l’état clé de l’Iowa. La question persistante pour Edwards est de savoir s’il pourra récolter les dizaines de millions de voix nécessaires pour concurrencer Clinton et peut-être Obama. Durant sa course en 2004 Edwards s’appuyait principalement sur les avocats pour financer sa campagne, il lui faudra s’assurer une nouvelle fois de leur soutien.

**A qui devront-ils se mesurer du côté adverse ?**

**Les candidats républicains**

Côté républicain, c'est sur leur expérience que s'appuient les deux vedettes du parti des éléphants, McCain et Giuliani : le premier est un héros de la guerre du Vietnam, le second est surnommé « le maire de l'Amérique » depuis les attentats du 11 septembre. Pourtant, McCain est capable de s'autodétruire sur l'Irak tandis que Giuliani, marié trois fois et favorable à l'avortement, risque d'être en difficulté sur les moeurs. Mitt Romney pourrait mettre tout le monde d'accord, mais il accuse un sérieux handicap aux yeux de la droite chrétienne : il est mormon.

John McCain, le sénateur de l'Arizona, est candidat pour la seconde fois, suite à son échec en 2000 à l'investiture républicaine face à George W. Bush. Ce fils et petit-fils d'amiral a une image de héros depuis la guerre du Vietnam, où il a été fait prisonnier pendant cinq ans. John McCain a aussi entretenu une image d'homme au-dessus des partis, en votant à plusieurs reprises avec les démocrates. Il s'était notamment opposé au président George W. Bush sur le réchauffement climatique. En 2005, il avait défendu l'interdiction de torturer des prisonniers de guerre, malgré un veto présidentiel. Cependant, le candidat à la présidentielle de 2008 reste un républicain aux opinions inébranlables sur d'autres thèmes cruciaux. C'est le cas de l'engagement des Etats-Unis en Irak. Le sénateur a toujours été l'un des plus fervents supporters de George W. Bush sur la guerre, prônant le renforcement des troupes américaines en Irak.

Rudolph Giuliani est l’ancien maire de New York. Il a collabore à l’amélioration de la qualité de vie dans la ville et d’une réduction des crimes. Il doit toujours trouver le moyen d’attirer les républicains conservateurs, malgré ses vues libérales sur l’avortement, le contrôle des armes et les droits des homosexuels. S’il est élu, il serait le premier maire à un être élu comme président sans servir dans un plus haut bureau, le premier président américain italien et le deuxième président catholique.

Mitt Romney est l’ex gouverneur du Massachusetts. Son année a été marquée par la lourde défaite des républicains aux élections, y compris dans son propre état. Alors que McCain a révélé les noms de ses soutiens pour 2008 au compte goutte, Romney a opté pour le choc et l’intimidation avec ses annonces des listes massives remplies de noms influents. Romney est le meilleur candidat brut dans le camp républicain et il est l’égal d’Obama et d’Edwards en termes de charisme. Il pense qu’en politique étrangère, l’Amérique, qui devrait retrouver sa place dans le monde devrait soutenir les musulmans modérés et les aider à adopter les principes de la modernité et vaincre ceux engagés dans le Jihad.

**Aux vues de quel facteurs les citoyens américains opèreront-ils leur choix électoral ?**

**Quels enjeux déterminent les votes ?**

En novembre 2008, la plupart de américains voteront en fonction de leur fidélité traditionnelle à un parti. Les candidats sont donc essentiellement préoccupés par l’attitude de l’électorat indépendant face aux questions d’actualité, le comportement de chaque parti face aux évènements jouant un rôle majeur dans l’influence des votes.

Parallèlement aux enjeux classiques de politique interne que sont le chômage, les impôts et les questions de sécurité sociale, pour ce qui nous intéresse en politique étrangère, le conflit israélo-palestinien est traditionnellement la question suivie avec le plus d’intérêt aux Etats-Unis. Aujourd’hui, et à la veille d’échéances présidentielles, la crise irakienne s’impose comme un enjeu prioritaire puisqu’il touche les américains profondément et de façon personnelle, suivie du dossier nucléaire iranien en tant qu’enjeu sécuritaire global et s’inscrivant dans la lutte du terrorisme. Ces enjeux ont tous la même envergure, c’est l’attitude de l’électorat qui diffère, selon le degré d’importance que son parti d’appartenance accorde *à*la question.

Quoiqu’il en soit, chacun des partis aura toujours une bonne chance de remporter les élections ; les démocrates parce qu’ils sont majoritaires dans le pays ; les républicains parce que leur taux d’abstention est plus faible.

*L’accès au pouvoir d’un démocrate opèrera-t-il de véritables changements en politique externe ; et la conservation par les républicains du poste de président empêchera-t-il dans ce cas des reformes stratégiques qui s’imposent ?*

**– Quels changements attendre au niveau de la politique étrangère ?**

A travers leur histoire, les Etats-Unis sont passés de l’isolationnisme à l’interventionnisme, dépendamment de la façon dont leurs intérêts, et par ricochet ceux des autres nations, pouvaient être les mieux servis. Et ce jusqu’au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale. Leurs alliances ont évolué historiquement, mais leur credo a toujours été de répandre la démocratie et la liberté mondialement pour assurer un marché stable. La politique servant l’économie et vice-versa. Cet ordre des choses ainsi établi le sera encore pour une période certainement indéfinie, et l’interventionnisme américain, à la limite de l’expansionnisme, sera par ailleurs quasi toujours guidé à la lumière du libéralisme. Ainsi, tant que des acteurs politiques internationaux s’érigeront contre cette vision du monde, les américains risquent bien d’avoir des guerres à mener et une politique d’endiguement à mettre *à* exécution, comme c’est le cas actuellement. Seulement, cela n’empêche sûrement pas les citoyens de faire entendre leur voix et de manifester leur mécontentement ou leur satisfaction grâce aux élections, mais aussi *à* travers des manifestations ou la société civile.

*Quelles ont donc été les répercussions des élections de mi-mandat en novembre 2006, et quel est le legs de l’administration néoconservatrice Bush à* *son successeur ?*

Impact des élections de mi-mandat en novembre 2006.

Lors des élections américaines de mi-mandat qui ont eu lieu le 11 novembre 2006, la guerre civile étant bien installée en Irak. La majorité a été donnée aux représentants du parti démocrate, à la Chambre des représentants comme au Sénat, pour la première fois depuis douze ans. Symbole du renouveau, Nancy Pelosi, élue de San Francisco, est la première femme présidente de la Chambre. Le président, qui pouvait s'appuyer sur une majorité totalement acquise, prenait rarement en compte l'avis de l'opposition, aussi bien en matière de politique intérieure que de politique étrangère. Il devra désormais cohabiter avec l’autre camps. Ce type de configuration est très courant aux Etats-Unis. Bush se retrouve ainsi dans la situation de Bill Clinton entre 1994 et 1996.

De l'autre côté, les démocrates resteront sous la menace d'un veto présidentiel, qu'ils ne pourront pas annuler, il faut pour cela une majorité des 2/3 de la Chambre des représentants et des sénateurs, qu'ils ne possèdent pas.

*Pour éviter d'être responsable d'une situation de blocage, la majorité et Bush seront donc obligés d'aboutir à des compromis. Sur certains sujets populaires (salaire minimum, retraites, système de santé), Bush cherchera d'ailleurs à en à obtenir le crédit.*Lors de sa première conférence de presse après la défaite, le locataire de la Maison-Blanche s'est effectivement montré très prévenant et a tendu la main aux vainqueurs pour mettre en place cette nouvelle coopération.

Sur un autre plan, et étant donné que le scrutin était devenu un référendum déguisé sur la guerre, Bush a signifié qu'il avait entendu le message des électeurs en sacrifiant son secrétaire de la Défense Rumsfeld, qui représentait à lui seul toutes les erreurs de l'administration républicaine sur la guerre en Irak : préférence donnée à la sophistication technologique sur l'envoi de troupes au sol, stratégie bâclée pour maîtriser une guérilla prévisible à la fin de la guerre. Sa démission était réclamée aussi bien par les démocrates que par de nombreux républicains.

De son côté, le nouveau maître du Pentagone, Robert Gates, a pour mission évidente de mettre en place une nouvelle stratégie puis sortir les soldats du bourbier dans lesquels ils sont engagés. Il ne faut pour autant pas s'attendre à l'établissement d'un calendrier précis et à un départ rapide. Le désengagement pourrait se faire en douceur -comme l'avait fait Nixon au Vietnam à partir de 1969- le temps de former les troupes irakiennes à assurer la sécurité du pays.

Pourtant Bush garde la main en matière de politique étrangère puisqu’il reste le commandant en chef de l'armée. Il restera donc le principal décisionnaire sur la suite de la guerre en Irak. Sur ce problème, la marge de manœuvre des démocrates est étroite. *Grâce à leur victoire à la Chambre, ils vont pouvoir demander à ce que le coût de la guerre soit annoncé clairement sur le plan budgétaire. Mais surtout, ils vont devoir amener leur propre solution.*

*Quelle Amérique Georges W, Bush va-t-il confier à* *son successeur ?*

L’héritage de l’administration de Georges W. Bush

L'attentat [du 11 septembre 2001](http://www.denistouret.net/constit/Ben_Laden.html) contre les deux tours du World Trade Center, centre financier des Etats-Unis, a suscité une vague patriotique particulièrement intense et unanime des américains, toutes tendances politiques confondues, ce qui a permis au président George W. Bush d'être légitimé totalement, en dépit de sa difficile élection, et de promouvoir une [vigoureuse politique étrangère](http://www.denistouret.net/constit/croisadebienmal.html) contre le terrorisme.

C'est cette réaction patriotique qui permet à George W. Bush d'obtenir aux élections de mi-mandat du 5 novembre 2002 la majorité au Sénat en plus de celle de la Chambre des représentants, malgré l'intervention remarquée de l'ancien président Bill Clinton en faveur des démocrates. Et c'est encore cette réaction patriotique des middle classes qui craignent les attentats terroristes qui fit le succès de George W. Bush à la présidentielle de 2004.

Le succès de l’ensemble de la politique étrangère formulée par les néoconservateurs repose ainsi sur le sort de l’Irak. Le conflit-israëlo palestinien n’a eu d’échos que le soutien offert aux initiatives unilatérales de l’Etat hébreu. Le projet de l’administration Bush au Moyen-Orient accuse une mauvaise gestion stratégique car il ignore les répercussions négatives des choix politiques, diplomatiques et militaires américains sur les pays de la région, notamment le chaos du bourbier irakien. Si la sécurité et la stabilité ne sont pas rétablies, le processus  de démocratisation en Irak auquel aspire l’Amérique ne pourra aboutir.

Or l’administration Bush arrive au terme de son mandat et soulève bien des incertitudes en ce qui concerne la politique étrangère. A ce titre, il faut noter que jamais depuis la guerre du Viêtnam les pertes humaines furent aussi importantes pour les Etats-Unis qu’actuellement en Irak. L’efficacité de la lutte contre le terrorisme est donc remise en cause, le dossier des armes de destruction massive, les révélations sur la torture, les prisons clandestines et autres pratiques de l’armée américaine ou de la CIA s’avèrent embarrassants, et la stratégie nationale de sécurité tire la sonnette d’alarme.

La politique américaine à la sauce néoconservatrice a fait goûter aux citoyens du Moyen-Orient les recettes d’un empire qui se veut bienveillant,  *à* travers les interventions armées ; et aux citoyens américains un sentiment éphémère de sécurité et une omniprésence qu’ils ont savouré.

La reprise en main par les Etats-Unis du dossier du Moyen-Orient s’est donc fait de façon tout *à* fait naturelle grâce aux attaques du 11 septembre qui leur ont donné un rôle central. L’administration Bush a donc attiré l’attention sur le terrorisme, ayant une interprétation du monde et une stratégie toutes prêtes qui consistaient à laisser l’Amérique agir seule s’il le fallait et frapper le mal a la source. Ce mal consistait entre la liaison indissociable entre terrorisme et armes de destruction massive et Etats voyous tous concentrés dans le Moyen-Orient en général et Saddam Hussein en particulier, ce qui imposait le renversement de celui-ci et au-delà, le changement des Etats suspects. Ce remaniement en force de la région n’a en fin de compte pas récolté le succès tant espéré. Les Etats-Unis sont sans aucun doute moins populaires sur la scène internationale.

**CONCLUSIONS**

Vers une nouvelle approche de la politique internationale et régionale ?

*La guerre en Irak est incontestablement la question de politique étrangère qui aura le plus marqué les esprits non seulement des citoyens américains mais des citoyens du monde. Il s’agit d’une des initiatives stratégiques et militaires pour laquelle Georges W. Bush sera le plus connu. Cet enjeu est d’autant plus délicat que cette campagne militaire a été lancée sans mandat de l’ONU, ce qui met Washington sous pression et dans l’obligation d’en sortir triomphant au risque de voir son leadership mondial contesté par ses adversaires occidentaux et de perdre de sa crédibilité et de son autorité tout en se repliant sur soi-même.*

*Dans cette perspective, il est pertinent de se demander dans quelle mesure la politique étrangère des Etats-Unis subirait une modification considérable dans l’éventualité où la présidence était remportée par le camp démocrate. En fait il est légitime de spéculer que, le cas échéant, la politique étrangère n’en sera pas pour autant bouleversée parce qu’aux Etats-Unis comme ailleurs, on remarque que ces politiques sont forgées par l’histoire et les traditions, et par conséquent inscrites dans la durée. Ainsi, un nouveau chef d’Etat, d’autant plus si affilié à un camp adverse, apporterait évidemment une orientation nouvelle à la politique de son pays, sans toutefois la changer de façon radicale. Même avec un nouveau président, la part de continuité de la politique étrangère américaine l’emporte sur celle des ruptures.*

*On peut spéculer dans cette perspective que suite à l’échec sans appel de leur intervention militaire et diplomatique élargie au Moyen Orient- le fait d’infléchir par exemple la position de ses alliés sur des questions comme celles de l’Iran ou de la Palestine-, le prochain dirigeant américain devrait se limiter à employer la force et imposer la démocratie qu’aux Etats qui menaceraient directement leurs intérêts ou la sécurité internationale. La thèse selon laquelle les Etats-Unis sont la nation indispensable du monde unipolaire pourrait être abandonnée au profit de plus de négociations internationales. On pourrait par ailleurs s’attendre à ce qu’un président démocrate brandisse ses chevaux de bataille que sont le soft power et le multilatéralisme.*

*Par ailleurs, il est important de souligner que le président ne décide pas seul des orientations stratégiques de son pays. L’exécutif est contraint par le Congrès à des choix qui ne répondent pas nécessairement à sa vision stratégique, surtout lorsqu’il y a cohabitation. Et tel sera le cas si le président élu sera républicain.*

*Bref, si aujourd’hui les conservateurs accordent la primauté à la lutte contre le terrorisme, la politique post Bush risque bel et bien de prendre des allures de défis à relever face aux inquiétudes géopolitiques et économiques provoquées par la montée en puissance de la Chine. Ce qui est sur, c’est que la politique interventionniste de Georges W. Bush ne risque pas de régresser et d’être remplacée par un consensus isolationniste. Il s’agit presque d’un paradoxe qui transcende la politique étrangère des Etats-Unis puisque tendant à devenir bipartisane elle-même.*

*Dans tous les cas, rendez-vous est pris pour le premier semestre de 2008 afin de lever le voile sur l’identité des deux candidats qui mèneront leur véritable bataille dans leur course pour la conquête de la Maison-Blanche.*

**NOTES**

ARTAUD Boniface, *L’Amérique* *des néoconservateurs : L’Empire a-t-il un avenir?*, Collection Mondes réels, Editions Ellipses, 2004

BALINSKI Michel, *Le suffrage universel inachvé*, Collection Débats, Editions Belin, 2004

BONIFACE Pascal (sous la direction), *L’année 2005 stratégique ; Stratéco : analyse des enjeux internationaux*, Collection Iris, Collection Armand Collin, 2004

LACORNE Denis (sous la direction), *Les Etats-Unis*, Collection CERI, Editions Fayard, 2006

POLSBY Nelson W., WILDAVSKY Aaron, *Les élections présidentielles aux Etats-Unis*, 7ème édition, Collection Nouveaux Horizons, Editions Londreys, 1988

**الإنتخابات الرئاسية الاميركية للعام 2008: السياق، الرهانات والإحتمالات**

حدَّد الأميركيون نهار الثلثاء في 4 تشرين الثاني/نوفمبر العام 2008، موعدًا لانتخاب رئيس بلادهم.

ومن أجل فهم أفضل للرهانات التي تجسدها هذه العملية الإنتخابية، كان من الضروري الإضاءة على حيثياتها وإظهار حقيقة الآلية المعتمدة، مع تبيان خلفيات المتنافسين على البيت الأبيض الأكثر أهلية للفوز، فضلاً عن تحديد ماهية سلطات الرئيس ولا سيما في ميدان السياسة الخارجية، وذلك من أجل تقويم هامش المناورة المتاح لكل رئيس أميركي في سبيل تحقيقه السياسة التي يريدها. وفي ضوء هذه المعلومات المتنوعة ينطلق الباحث في رحلة إلى المستقبل بهدف استقراء مهمة الولايات المتحدة الأميركية من خلال الإنتخابات الرئاسية المقبلة، ومختلف الإتجاهات التي يمكن أن تأخذها واشنطن من خلال سياستها.

- See more at: https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/l%E2%80%99%C3%A9lection-pr%C3%A9sidentielle-am%C3%A9ricaine-de-2008-processus-enjeux-et-perspectives#sthash.XimXwLZd.dpuf